



VILLE DE MELUN

**ARRETE MUNICIPAL n° 2021.1149 du 18/10/21**

**OBJET** : AODP - PLACE SAINT-JEAN - MONSIEUR LEVERD - SPECTACLE GUIGNOL - LE SAMEDI 23 OCTOBRE 2021 ET LE DIMANCHE 24 OCTOBRE 2021

**LE MAIRE DE LA VILLE DE MELUN,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2131-1, L 2212-1 et L 2212-2 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 26 octobre 1990, reçue à la Préfecture de MELUN le 31 octobre 1990, modifiant et fixant le tableau des différentes occupations du domaine public ainsi que le montant de l'unité de base de calcul des permissions de stationnement et de voirie à compter du 1er janvier 1991 ;

**VU** la décision du Maire n° 2015.29 du 21 décembre 2015 fixant le montant de l'unité de base à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

**VU** le règlement de Voirie approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2020 ;

**CONSIDERANT** qu'en vertu des dispositions précitées, il appartient au Maire d'intervenir pour réglementer l'occupation du domaine public ;

**CONSIDERANT** qu'en l'espèce, **Monsieur Brandon LEVERD, « THEATRE DE GUIGNOL », BP 14, 60220 FORMERIE** a régulièrement introduit une demande aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer et de présenter **son spectacle de marionnettes « LE MONDE DE GUIGNOL », sur l'esplanade piétonne de la Place Saint-Jean 77000 MELUN ;**

**CONSIDERANT** que rien ne s'oppose à l'octroi de l'autorisation sollicitée ;

**- ARRETE -**

**Article 1 -**

L'arrêté municipal n° 2021.1008 du 22/09/21 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Le pétitionnaire est autorisé à occuper le domaine public, conformément à sa demande et aux prescriptions suivantes.

**Article 2 - Conditions de l'installation**

**Monsieur Brandon LEVERD est autorisé à installer et à présenter son spectacle de marionnettes aux dates suivantes :**

- **SAMEDI 23 OCTOBRE 2021, de 10h00 à 18h00**
- **DIMANCHE 24 OCTOBRE 2021, de 10h00 à 18h00**

**Du mercredi 20 octobre 2021 au dimanche 24 octobre 2021, 2 passages pourront être effectués sur la commune de Melun avec un véhicule muni d'un haut-parleur, comme suit :**

- 1<sup>er</sup> passage, de 11h00 à 12h00
- 2<sup>ème</sup> passage, de 15h00 à 16h00

**En dehors de ces jours et horaires, aucune circulation du véhicule avec le haut-parleur en fonctionnement ne sera autorisée.**

**Aucun affichage n'est autorisé sur le mobilier urbain.**

**Les mesures de distanciation physique et sociale ainsi que les règles sanitaires en vigueur devront impérativement être respectées.**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, de la salubrité et de la propreté de la Ville, le pétitionnaire prendra toutes les dispositions nécessaires en conformité avec le règlement de Voirie.

**Article 3 -**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 4 -**

Le pétitionnaire sera tenu d'acquitter le montant des permissions de stationnement et de voirie fixé par délibération du Conseil Municipal susvisée, qui lui sera réclamé ultérieurement par voie d'avertissement.

**Article 5 -**

La présente autorisation est, pour tout ou partie, révocable à toute époque, sans préavis ni indemnité.

**Article 6 -**

Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le pétitionnaire pourrait être poursuivi pour contravention de voirie, s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

A cet effet, le domaine public est réputé en bon état. Si le pétitionnaire entend contester cet état, il devra, préalablement à tout lancement d'occupation, établir avec les services de la Ville un constat contradictoire.

**Article 7 -**

Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

**Article 8 -**

Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès son affichage ou sa publication ou sa notification aux intéressés ainsi que sa transmission s'il y a lieu au représentant de l'Etat.

**Article 9 -**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire dans le délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le silence gardé pendant plus de 2 mois sur une réclamation par Monsieur le Maire vaut décision implicite de rejet.

**Article 10 -**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux introduit auprès du Tribunal Administratif de Melun dans le délai de 2 mois à compter de sa publication, et/ou de sa notification, ou de la notification de la réponse de l'autorité compétente dans le cas d'un dépôt de recours gracieux préalable.

**Article 11 -**

Le présent arrêté sera notifié à :

- Le Commissaire Central,
- Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- Le Commandant Chef de corps du C.S.P. n°1 de MELUN,
- Le Directeur Général des Services de la Ville de MELUN,
- Le Directeur Général des services Techniques de la Ville de MELUN,
- Le Directeur de la Police Municipale de MELUN,
- Le Régisseur des Permissions de Voirie,
- Le Receveur Municipal,
- Le Pétitionnaire,

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Melun, le 18/10/21

Le Maire,  
Président de la Communauté d'Agglomération  
Melun Val de Seine,  
Pour le maire,  
L'Adjoint Délégué,



Marie-Liesse Dupuy,